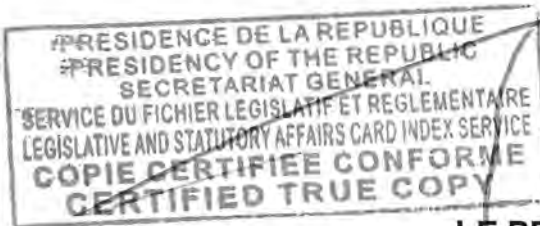


DECRET N° 2021/744 DU 28 DEC 2021

fixant les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux Régions en matière d'urbanisme et d'habitat.-



LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

- Vu la Constitution ;
- Vu la loi n° 2004/003 du 23 avril 2004 régissant l'urbanisme au Cameroun ;
- Vu la loi n° 2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun ;
- Vu la loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat et des autres entités publiques ;
- Vu la loi n° 2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées ;
- Vu le décret n° 2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement, modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018 ;

DECRETE :**CHAPITRE I**
DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1^{er}.- Le présent décret fixe les modalités d'exercice de certaines compétences transférées par l'Etat aux Régions en matière d'urbanisme et d'habitat.

ARTICLE 2.- Les compétences transférées par l'Etat aux Régions en matière d'urbanisme et d'habitat concernent :

- la participation à l'élaboration des documents de planification urbaine et des schémas directeurs ;
- le soutien à l'action des Communes en matière d'urbanisme et d'habitat.

ARTICLE 3.- Les compétences transférées par l'Etat aux Régions en matière d'urbanisme et d'habitat sont exercées conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE 4.- Les Régions exercent les compétences transférées en matière d'urbanisme et d'habitat, sans préjudice des prérogatives et responsabilités ci-après reconnues à l'Etat :

- l'élaboration et la mise en œuvre des règles générales d'urbanisme, d'occupation des sols et de construction ;

- l'élaboration des mesures de protection et des périmètres de sécurité à prendre en compte dans l'élaboration des documents d'urbanisme.

CHAPITRE II DE LA PARTICIPATION A L'ELABORATION DES DOCUMENTS DE PLANIFICATION URBAINE ET DES SCHEMAS DIRECTEURS

ARTICLE 5.- (1) La Région participe à l'élaboration des documents de planification urbaine et des schémas directeurs à travers les activités ci-après :

- la formulation des propositions en matière de planification urbaine et des schémas directeurs ;
- la transmission des données réglementaires et techniques dont dispose la Région en matière de prévention des risques, de protection de l'environnement et de planification ;
- l'appui technique dans la conduite des enquêtes publiques d'élaboration des documents de planification urbaine ;
- la contribution à la mise en œuvre des orientations des documents de planification urbaine.

(2) L'appui technique de la Région mentionnée à l'alinéa 1 ci-dessus consiste à participer :

- à la réalisation des études effectuées sur le territoire de la Région ;
- au traitement des données recueillies avec l'assistance des services déconcentrés compétents de l'Etat ;
- à la mobilisation des acteurs et de la société civile dans le cadre des enquêtes publiques d'élaboration des plans directeurs d'urbanisme.

ARTICLE 6.- (1) La Région prend part aux sessions des Comités de pilotage des projets d'élaboration des plans directeurs d'urbanisme et des plans d'occupation des sols des Communes relevant de son ressort.

(2) Elle est tenue de respecter les orientations des documents de planification urbaine dans la programmation des projets de développement relevant de sa compétence.

CHAPITRE III DU SOUTIEN A L'ACTION DES COMMUNES EN MATIERE D'URBANISME ET D'HABITAT

ARTICLE 7.- La Région peut engager des actions complémentaires à celles de l'Etat dans le respect de la réglementation en vigueur, notamment celles relatives à l'appui-conseil dans la conception et la mise en œuvre des projets d'habitat et d'urbanisme par les Communes.



ARTICLE 8.- La Région propose aux Communes de son ressort des mesures visant à favoriser la coordination des actions de développement et des investissements locaux.

ARTICLE 9.- La Région apporte aux Communes son appui technique, en fonction de ses ressources, ainsi que son appui financier dans l'élaboration des documents de planification urbaine de leur territoire de compétence.

ARTICLE 10.- La Région met à la disposition des Communes de son ressort territorial toutes les informations dont elle dispose relativement aux données et études techniques portant sur l'aménagement du territoire et la planification à l'échelle régionale.

ARTICLE 11.- La Région intègre les Communes dans la réalisation des études qu'elle initie à l'échelle régionale afin de constituer une base de données participative en matière d'urbanisme et d'habitat.

ARTICLE 12.- La Région appuie les Communes dans la réalisation ou la documentation des normes techniques en matière d'urbanisme et d'habitat.

CHAPITRE IV **DU TRANSFERT DES RESSOURCES**

ARTICLE 13.- Le transfert par l'Etat, aux Régions, des compétences en matière d'urbanisme et d'habitat s'accompagne du transfert concomitant des ressources nécessaires à leur exercice, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 14.- La loi de finances de l'Etat prévoit, chaque année, les ressources nécessaires à l'exercice des compétences transférées aux Régions en matière d'urbanisme et d'habitat.

ARTICLE 15.- La Région peut bénéficier, en plus des ressources financières transférées par l'Etat, des concours provenant de partenaires divers pour l'exercice des compétences transférées en matière d'urbanisme et d'habitat, conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 16.- (1) Les ressources financières transférées par l'Etat sont inscrites au budget de la Région.

(2) La gestion desdites ressources obéit aux principes budgétaires et comptables en vigueur, sous réserve des dispositions spécifiques applicables aux concours provenant des partenaires.

ARTICLE 17.- Les ressources humaines et matérielles affectées à l'exercice des compétences transférées par l'Etat aux Régions en matière d'urbanisme et d'habitat sont reversées à celles-ci conformément à la réglementation en vigueur.



CHAPITRE V
DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

ARTICLE 18.- Les conditions et les modalités d'exercice des compétences transférées en matière d'urbanisme et d'habitat, ainsi que l'utilisation des ressources correspondantes sont précisées dans un cahier de charges défini par arrêté du Ministre chargé de l'urbanisme et d'habitat.

ARTICLE 19.- Les activités concourant à l'exercice des compétences visées à l'article 2 du présent décret sont menées par les Régions avec l'appui des services déconcentrés compétents de l'Etat, dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur.

ARTICLE 20.- (1) L'Etat assure le suivi, le contrôle et l'évaluation de l'exercice des compétences transférées aux Régions en matière d'urbanisme et d'habitat.

(2) La mise en œuvre des compétences transférées en matière d'urbanisme et d'habitat est soumise au contrôle de légalité exercé par le représentant de l'Etat dans la Région, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées.

ARTICLE 21.- (1) Le Chef de l'exécutif régional dresse un rapport semestriel sur l'état de mise en œuvre des compétences transférées en matière d'urbanisme et d'habitat.

(2) Le rapport visé à l'alinéa 1 ci-dessus est adressé au représentant de l'Etat, dans un délai maximal de trente (30) jours, après la fin du semestre concerné.

(3) Après réception dudit rapport, le représentant de l'Etat dispose d'un délai de quinze (15) jours au plus, pour le transmettre au Ministre chargé des collectivités territoriales décentralisées et au Ministre chargé de l'urbanisme et d'habitat.

ARTICLE 22.- Le présent décret sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-

Yaoundé, le 28 DEC 2021

